

Département des Côtes d'Armor

Mairie de PLUSQUELLEC

Arrondissement de GUINGAMP

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 15 décembre 2022

Membres afférents au Conseil Municipal : 15
Membres en exercice : 14
Membres présents : 12
Nombre de procurations : 1
Nombre d'exprimés : 13
Date de la convocation : 07/12/2022

L'an deux mil vingt-deux, le jeudi quinze décembre à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Jacques LE CREFF, Maire.

Présents : LE CREFF Jacques, JEGOU Christelle, DOHOLLOU Emile, LE DÛ Sylvie, LE MAOUT Christophe, LE MADEC Stéphane, COUZINET Pascal, LOZAC'H Christophe, PRIGENT Bastien, WRIGHT Elaine, NOHAÏC Thierry, LAGATTU Valérie ;

Membres excusés : ROLLAND Jean-François, GUILLERM Yves ;

Procuration : M. Jean-François ROLLAND a donné procuration à Mme Sylvie LE DÛ.

Secrétaire de séance : Mme Christelle JEGOU a été nommée secrétaire de séance.

Délibération 2022-12-01 : Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Guingamp-Paimpol Agglomération

Monsieur le Maire informe que le Conseil Communautaire a arrêté le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal et tiré le bilan de la concertation lors de sa séance du 27 septembre 2022 par 73 votes pour, 2 votes contre et 2 abstentions.

Monsieur le Maire fait savoir que le projet présenté ce jour constitue l'aboutissement du travail de traduction réglementaire, des objectifs définis dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) débattu le 17 mai 2022 et le 30 septembre 2019, à partir des enjeux engagés dans le diagnostic initial et des objectifs poursuivis à l'échelle de l'agglomération et de chacune des communes à échéance 2033.

Monsieur le Maire indique que le projet de PLUi, accompagné des avis reçus, sera ensuite soumis à une enquête publique au cours de laquelle le public pourra faire part de ses observations. Après l'enquête publique, le projet pourra être ajusté pour prendre en compte les avis des personnes publiques associées, les conclusions du commissaire enquêteur ou des remarques émises à l'enquête. Ces modifications issues de l'enquête publique ne pourront pas affecter l'économie générale du projet de PLUi ;

Monsieur le Maire rappelle que l'élaboration du projet de PLUi s'est faite en concertation avec le public, selon les modalités fixées par la délibération du Conseil Communautaire du 26 septembre 2017 et dont la délibération du 27 septembre 2022 tire le bilan.

L'enquête publique ne pourra pas affecter l'économie générale du projet de PLUi ;

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée que l'arrêt du PLUi a ouvert une phase de consultation, pour recueillir l'avis de chaque commune membre de Guingamp Paimpol Agglomération, des Personnes Publiques Associées, des Personnes Publiques Concernées et autres organismes. Conformément aux articles R.153-4 et R.153-5 du Code de l'urbanisme, les Conseils Municipaux sont invités à émettre un avis, dans les limites de leurs compétences propres, au plus tard dans un délai de trois mois à compter de l'arrêt du projet. En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable.

DÉLIBÉRATION

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article L.153-15 ;

Vu les délibérations en Conseil Communautaire, en date du 26 septembre 2017, prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et définissant les modalités de gouvernance et de concertation ;

Vu les délibérations en Conseil communautaire du 17 mai 2022 et 30 septembre 2019 prenant acte du débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération en Conseil Communautaire, en date du 27 septembre 2022, arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal et tirant le bilan de la concertation ;

Vu le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté ;

Entendu le rapport, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité des membres présents :

- d'**Emettre** un avis **défavorable** au projet de PLUi arrêté par le Conseil Communautaire en date du 27 septembre 2022 ;

- **Rappelle** que lors du dernier conseil municipal, la remarque suivante a été formulée :

- **Demande d'intégration des parcelles cadastrées C 519 et AB 198 et situées au bourg dans le PLUi.**

- **Propose** d'assortir de nouvelles remarques, demandes de précisions et adaptations suivantes :

« A la lecture du PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durables qui inclut le futur Plan Local d'Urbanisme Intercommunautaire, PLUi) nous retenons un certain nombre d'orientations intéressantes mais nous émettons de sérieuses réserves car nous pensons que le PLUi va à l'encontre du développement de Plusquellec et des autres communes rurales.

Deux points retiennent tout particulièrement notre attention :

L'idée de centralité en contradiction avec la demande d'aménagement et de revitalisation des bourgs et une offre équitable de services et de logements sur tout le territoire.

La notion d'attractivité développée dans le document nous semble orientée et parcellaire. Bien sûr qu'il y a des intérêts à vivre en ville (économie, emploi, mobilité, services...) Mais l'attractivité c'est aussi l'espace, le bien vivre, le retour à la nature - en demande croissante, le calme, la sécurité. Nous pensons que ces arguments sont à prendre en compte dans l'élaboration du PADD.

Depuis 2001, avec le souci de maintenir la vie dans notre commune, nous avons tout misé sur l'urbanisme, plus de 50 maisons neuves ont été construites ce qui nous permet tout juste de stabiliser notre population.

Les propositions qui nous sont faites actuellement dans le cadre du nouveau PLUi (10 constructions neuves et 10 réhabilitations sur dix ans) nous paraissent insuffisantes et inadaptées au regard du potentiel de notre commune.

Nous demandons à la fois une étude plus pertinente du plan de zonage et de meilleures propositions en matière de constructions neuves (pourquoi ne pas envisager un rééquilibrage maisons neuves / réhabilitations ou une redistribution sur le secteur de Callac en fonction des demandes ?)

La mise en place d'une clause de revoyure plus rapprochée serait également souhaitable. »

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,
Jacques LE CREFF.

